

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Point opinion / Grèce

Grand pragmatisme de l'opinion : il s'agit avant tout éviter une nouvelle crise financière, et de ne pas demander aux Grecs ce qu'ils ne seront pas capables de fournir.

⇒ **Les Français préfèrent éviter un Grexit** : Ils sont 57% à souhaiter que « *compte-tenu des difficultés rencontrées par ce pays* » la Grèce « *reste dans la zone euro* » (BVA, juin 2015) ; 53% à se dire opposés à l'exclusion de la Grèce de la zone euro « *dans le cas où la Grèce ne parviendrait pas à réduire sa dette et son déficit* » (68% à gauche) (Ifop/JDD, juin 2015).

⇒ **Ils craignent, d'abord, la contagion.** Ils sont 68% à penser que « *si le problème de la dette grecque n'est pas réglé, les difficultés de la zone euro vont s'accroître dangereusement* » (Ifop/JDD). **L'actualité de ces derniers jours a réveillé ces craintes**, que l'on retrouve, nombreuses, dans les verbatims de ce week-end :

« *Si l'Europe n'arrive pas à trouver d'accord avec la Grèce cela peut avoir des répercussions négatives pour l'économie en Europe et pour tout le monde* » (PS)

« *Le problème avec la Grèce revient beaucoup. On piétine, on a l'impression que c'est des événements qui s'enchaînent les uns après les autres. On court à la catastrophe* » (Front de gauche)

« *Le risque de défaut de la Grèce a un impact sur mon entreprise, il faut que j'appréhende* » (UDI)

« *Les Grecs sont dans une situation extrêmement difficile, et le pays risque d'être en faillite* » (LR)

⇒ **Ils savent que la Grèce ne pourra pas rembourser sa dette** (77% pensent que « *L'argent prêté à la Grèce est perdu, parce que la Grèce ne pourra jamais le rembourser* »).

Mais c'est plutôt un facteur d'inquiétude supplémentaire : ils ne sont que 30% à être favorables à une annulation – 40% à gauche, 20% au FN – (CSA/Les Echos, février 2015).

« *La Grèce est en train de sombrer, ça m'inquiète. Sa dette vis-à-vis de l'Union européenne est tellement énorme, on sait qu'ils ne pourront pas la rembourser, et du coup ça va conduire à une catastrophe économique* » (PS)

⇒ **Ils ont aussi le sentiment que l'on ne pourra pas en demander beaucoup plus aux Grecs.**

S'il était clair que **la Grèce devait engager des réformes profondes pour s'en sortir**, sans se contenter de réclamer de l'aide extérieure, **les images des efforts consentis (et parfois des souffrances) ont porté.**

Seuls 20% des Français jugent ainsi que les conditions fixées à la Grèce ne sont « *pas assez sévères* », contre 40% « *comme il faut* » et 36% « *trop sévères* » (BVA/I-télé). **La gauche les juge majoritairement trop sévères** (55%, contre 31% justes et 11% pas assez sévères).

A la gauche de la gauche, il s'agit plutôt d'une attitude de principe ; ailleurs d'une attitude pragmatique (i.e. ils sont déjà essorés, on ne peut rien en attendre de plus).

« L'attitude du gouvernement français vis avis de la Grèce, au lieu d'aider à s'en sortir, ils l'enfoncent : ils créent les conditions pour que la Grèce s'écroulent. On veut faire payer les dettes alors qu'ils n'en sont pas responsables » (Front de Gauche)

« Par rapport à la Grèce, ce serait bien qu'on l'aide à rester dans l'Europe. Il faut des efforts partagés » (PS)

« Ce n'est pas la peine de s'acharner sur la Grèce : on lui demande encore des choses pour lui faire un autre prêt. Un enfant de 4 ans sait que quand on n'a pas d'argent, on ne peut pas dépenser » (SSP)

- **La Grèce n'est pas une question « morale » pour les Français : il n'y a ni dette à rembourser coûte que coûte ; ni soutien inconditionnel à apporter contre « Bruxelles » ou les banquiers (les efforts doivent être partagés – ils sont plus visibles du côté grec que par le passé).**
- **Les négociations restent vues par le biais de leurs conséquences possibles sur la situation en France (déstabilisation).**

La chronique récente des tensions soulèvent des craintes, face auxquelles la majorité des Français espère, encore, trouver une solution qui règle le problème sans vagues, sans crise, et sans souffrances inutiles pour les Grecs.

« Les problèmes de la Grèce, ce sont des problèmes graves. Leurs gouvernants les ont conduit dans des difficultés monstres, mais il ne faut pas les exclure, il faut reformer l'Europe, avoir une vraie Europe avec des règles économiquement qui tiennent la route ».

Adrien ABECASSIS